



COMMISSION DE SURVEILLANCE
DU MARCHÉ FINANCIER
DE L'AFRIQUE CENTRALE

LE PRÉSIDENT

Allocution de bienvenue de Monsieur Rafael TUNG NSUE Président de la Commission de Surveillance du Marché Financier de l'Afrique Centrale

**Monsieur le Ministre de l'Economie, de la Prospective et de la Programmation
du Développement de la République Gabonaise ;**

**Monsieur le Ministre des Finances, du Budget et du portefeuille public de la
République du Congo, Président en exercice du Comité Ministériel de l'Union
Monétaire de l'Afrique Centrale ;**

Mesdames et Messieurs les Ministres de la République Gabonaise ;

**Monsieur le Secrétaire d'Etat au Contrôle Financier et au Budget de la
République de Guinée Equatoriale ;**

Madame le Maire de la ville de Libreville ;

Monsieur le Gouverneur de la Banque des Etats de l'Afrique Centrale ;

**Mesdames et Messieurs les membres du corps diplomatique, des organismes
internationaux et régionaux;**

**Mesdames et Messieurs les Présidents et Représentants des Autorités des
Marchés Financiers Membres de l'IFREFI ;**

**Monsieur le Président de la Bourse Régionale des Valeurs Mobilières de
l'Afrique Centrale (BVMAC) ;**

**Monsieur le Directeur Général de la Bourse Régionale des Valeurs Mobilières
de l'Afrique de l'Ouest (BRVM) ;**

Messieurs le Directeur Général de la Bourse de Casablanca;

**Mesdames et Messieurs les Directeurs Généraux des Sociétés de Bourse,
Sociétés de Gestion de Portefeuille et Autres Intermédiaires de marché ;**

**Mesdames et Messieurs, honorables et distingués invités, en vos rangs et
qualités.**

C'est avec une immense joie que j'ai l'honneur, au nom de la Commission de Surveillance du Marché Financier de l'Afrique Centrale (COSUMAF), de vous souhaiter la bienvenue à Libreville, République Gabonaise à l'occasion de la 16^{ème} session annuelle de l'Institut Francophone de la Régulation Financière (IFREFI).

L'IFREFI est une structure regroupant les autorités de régulation de marchés financiers issus de divers pays d'Europe, d'Asie, d'Amérique, du Moyen - Orient d'Afrique ayant en commun l'usage du français. Il a été institué en 2000 avec pour mission de promouvoir la formation, le dialogue, la coopération technique entre ses membres et l'étude de toute question relative à la régulation financière en conformité avec les meilleurs standards internationaux.

Le choix porté sur l'Afrique Centrale et en particulier sur Libreville après la session de Beyrouth en 2016 pour accueillir les présentes assises nous honore profondément.

Plus que la capitale de ce beau pays le Gabon, Libreville est le centre urbain le plus peuplé du Gabon et une cité chargée d'histoire. En effet, appelé jusqu'en 1849 TCHE YI MPONGWE, la libération de 30 esclaves des négriers brésiliens, venus à bord du bateau «Elisia » fait rebaptiser la ville qui devient Libreville, ou la ville des esclaves libérés.

Libreville rime avec ouverture. La ville est en effet géographiquement ouverte sur l'Estuaire du KOMO. Elle offre en outre, à ses habitants et visiteurs, un majestueux bord de mer, symbole parmi d'autres, de la vocation touristique du pays.

Ce tableau fait de Libreville une cité paisible et ouverte qui donne envie de s'y installer définitivement. J'ose espérer que ces sentiments nous animerons au cours des présentes assises.

Nous aimerions croire que ce même sentiment a influencé les plus Hautes Autorités de la Communauté Economique et Monétaire de l'Afrique Centrale (CEMAC), qui regroupe le Cameroun, la Centrafrique, le Congo, le Gabon, la Guinée Equatoriale et le Tchad, qui ont décidé, en 2000, de créer un marché financier commun et d'établir son siège à Libreville.

L'institution d'un marché financier visait principalement à doter notre sous-région d'un instrument de financement à long terme des Etats et des entreprises de la CEMAC, à l'effet notamment de diversifier les sources de financement de l'économie, de renforcer la transparence, la bonne gouvernance, l'intégration régionale et le développement économique.

Depuis 2003, le Marché Financier de la CEMAC s'est mis progressivement en place, en se dotant d'une architecture institutionnelle adéquate, de plateformes techniques fiables et d'intermédiaires agréés de plus en plus nombreux, habilités à fournir tous services d'investissement. C'est ainsi qu'il est désormais un cadre propice pour la réalisation d'opérations financières par les Etats et les entreprises de notre sous-région.

Depuis 2013, les perspectives du marché paraissent prometteuses, car l'on observe une nette augmentation du rythme et du nombre des opérations, doublée d'un accroissement du volume des fonds levés.

Du fait de la configuration économique de notre sous-région encore insuffisamment diversifiée, le marché financier régional n'a pas, à ce jour, exploité tout son potentiel et les défis à relever sont nombreux pour accroître la part du marché dans la création de richesses en zone CEMAC.

Aussi, la COSUMAF a été amenée à engager une large réflexion et entreprendre des actions visant à optimiser le développement du marché financier régional afin d'en faire un instrument incontournable de financement de la croissance et du développement des pays de la CEMAC, aussi bien en temps de crise qu'en période de stabilité économique.

Dans ce cadre, la COSUMAF a initié une étude prospective sur le potentiel du marché financier de l'Afrique Centrale. Cette étude souligne la viabilité du marché financier en zone CEMAC et son potentiel économique. Elle constitue un véritable plan d'actions, conçu pour dynamiser le marché financier de l'Afrique Centrale.

L'étude a mis en évidence de nombreux axes d'amélioration portant à la fois sur l'offre actuelle, sur la législation et la réglementation ainsi que sur la demande. Elle a identifié ainsi cinq leviers permettant la dynamisation durable du marché financier de la CEMAC à savoir, une ***impulsion de départ axée sur un électrochoc favorisé par*** :

- (i) **des mesures ponctuelles fortes des Etats** et
- (ii) **la mise en valeur d'émetteurs modèles et d'intermédiaires de référence de porter le marché et de véhiculer une image positive** ; des ***actions continues*** articulées autour de
- (iii) **la structuration de l'offre** pour répondre au besoin de financement de l'économie ;
- (iv) **la réglementation et processus** pour définir un cadre réglementaire favorable à l'investissement et le contrôle de sa mise en œuvre ;
- (v) **la promotion de la demande** via un plan de marketing, accompagnement et développement de la culture financière locale.

En conséquence, l'étude préconise la mise en place de huit chantiers prioritaires de développement du marché, déclinés en une quarantaine d'actions concrètes à réaliser.

Ces chantiers portent sur :

- **Le renforcement des moyens des acteurs de marché** : permet de renforcer les capacités des acteurs de marché et notamment la COSUMAF à travers l'acquisition des outils de reporting, de contrôle et de surveillance des opérations et des acteurs de marché ;
- **La Réglementation et législation communautaires** : qui met l'accent notamment sur les volets fiscalité et cadre général des affaires ;
- **Les Emissions, investissements publics, privés et soutien à l'économie** : permet de stimuler et préparer le recours des Etats, des entreprises et d'autres institutions aux émissions sur le marché financier ;
- **L'Infrastructures et intermédiaires** : qui met l'accent sur l'amélioration des infrastructures existantes et soutenir l'écosystème des intermédiaires ;
- **Les Produits et services** : pour concevoir et promouvoir les outils adaptés aux besoins précis de l'économie et des pays dans le cadre notamment du financement des infrastructures et des PME ;
- **La Préparation des émissions, Marketing et communication** : qui permet d'utiliser le levier de marketing pour attirer les émetteurs et investisseurs potentiels ;
- **La Culture financière et écosystème** : pour la diffusion de la culture financière et boursière par la sensibilisation et l'éducation et développer les compétences des parties prenantes ;
- **La Convergence des bourses** : dont la première étape porte sur la convergence des textes et des processus des opérations de bourse.

Ce plan très réaliste forme un tout dont la mise en œuvre constitue une condition essentielle pour que le marché financier s'impose comme un outil efficace de financement de l'économie, au service de la croissance.

Par ailleurs, la COSUMAF a, de façon permanente, œuvré pour la consolidation de son cadre réglementaire. Dans un contexte d'interconnexion des marchés et d'internationalisation des transactions boursières, la visibilité et la reconnaissance internationale d'une place financière ou d'un marché,

combinée à la qualité de son cadre réglementaire, est une condition déterminante de son développement.

C'est ainsi qu'après une évaluation technique en profondeur de son cadre réglementaire, elle a été admise en qualité de membre de l'Organisation Internationale des Commissions de Valeurs (OICV), dont le siège est établi à Madrid (Espagne).

Il s'agit d'un motif de fierté pour notre jeune marché financier régional, qui marque non pas un aboutissement mais le début d'un processus de maturation jalonné de multiples défis.

Notre rencontre de ce jour se déroule dans un contexte économique marqué par la crise des cours des matières primaires, principale source de revenu des économies de notre sous-région, situation qui affecte notablement la trésorerie de nos Etats.

Les pays de la CEMAC sont dès lors confrontés à l'urgente nécessité de diversifier leurs sources de financement et de recourir davantage au marché des capitaux pour financer l'économie.

Traditionnellement dominé par un secteur bancaire encore insuffisamment remis de la crise de la crise des années 80 et 90 et par conséquent, incapable de mobiliser des ressources appropriées au financement de l'économie, le système financier de la CEMAC s'est renforcé avec le démarrage effectif des activités du marché financier régional. Certes, le volume des fonds levés sur ce marché demeure faible mais on peut se réjouir du rôle de plus en plus actif des Etats, dont la plupart s'impose comme véritables acteurs du marché, à travers notamment des émissions d'emprunts obligataires.

Dans le cadre de la promotion de notre marché, la COSUMAF entend toujours associer les acteurs, investisseurs, pouvoirs publics, potentiels émetteurs, ainsi que le public aux débats sur les mécanismes financiers modernes, les opportunités de placement offertes par le marché financier, les stratégies en matière de diversification de portefeuille, etc.

C'est ainsi qu'à l'instar du Forum de restitution de l'étude prospective sur le potentiel du marché financier de l'Afrique Centrale, qui s'est tenu à Malabo, en République de Guinée Equatoriale, il nous a paru nécessaire d'organiser, en marge des réunions annuelles de l'IFREFI, un dialogue avec la place financière de la CEMAC portant sur le financement de la croissance économique et sur les introductions en bourse, avec l'appui des plus Hautes Autorités Gabonaises et grâce à l'implication personnelle de Son Excellence Monsieur Régis IMMONGAULT, Ministre de l'Economie, de la Prospective et de la Programmation du Développement Durable.

Qu'il me soit permis de remercier les Autorités de la République Gabonaise au rang desquelles SE ALI BONGO ONDINBA pour l'appui qu'ils ne cessent d'apporter à la COSUMAF pour le développement du marché financier de la CEMAC.

Je voudrais rendre un vibrant hommage à tous les acteurs publics et privés, investisseurs, entrepreneurs des 6 pays de la CEMAC qui ont fait le déplacement de Libreville, ce qui est une preuve à ne pas en douter de l'intérêt que nos agents économiques accordent désormais au marché financier de la CEMAC

Le programme de la journée s'articule autour de quatre (4) thématiques :

- 1- croissance économique et rôle des marchés financiers
- 2- croissance économique : quels autres modes de financement ?
- 3- introduction en bourse et création de valeur : point de vue des autorités publiques
- 4- introduction en bourse et création de valeur : point de vue des entreprises.

Pour vous entretenir sur ces sujets et répondre à vos principales préoccupations, nous avons invité des personnalités qui figurent au rang des meilleurs experts dans leur domaine et dont la présence en ces lieux rehaussera, j'en suis fermement convaincu, la qualité de nos travaux.

Tout en vous exprimant une fois de plus ma profonde fierté et toute ma reconnaissance de vous avoir à côté de nous, je souhaite plein succès à nos travaux.

Je vous remercie.